

LE DROIT, RIEN QUE LE DROIT

SOMMAIRE

Edito

Mois des 3 Mondes

Inauguration

Crise de l'agriculture paysanne et
décomposition sociale au Mexique

8 heures pour la Palestine

L'avenir de l'agriculture paysanne
dans le monde

La souveraineté alimentaire au
Sahel

Peuples Solidaires

Attentats : des messages de
solidarité reçus des quatre coins
du monde

Développement

Le développement de l'agriculture
biologique et agro écologique en
Equateur

Café de l'actu

Un centre de rétention
administrative près de chez nous

Aux croisements du monde

Nous sommes Mossoul, Alep,
Beyrouth...

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509, Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

Le monde entier a été bouleversé par les tueries du 13 novembre à Paris, perpétrées par des assassins qui se réclament d'un « Dieu trahi », selon l'expression du président de la République, et qui ont aussi fait allégeance à un Etat autoproclamé, l'EI, dans un Moyen-Orient livré au chaos. Ces tueries faisaient suite aux assassinats du 7 janvier qui visaient des journalistes et des juifs, ainsi qu'à d'autres tentatives avortées en cette année 2015.

Beaucoup de ces tueurs sont ou étaient nés en France. En se réclamant de l'EI, eux et les autres djihadistes se sont mis, de facto, en dehors de la nation française qu'ils combattent. Alors, la déchéance de la nationalité française, appliquée par le passé à plusieurs reprises à des Français naturalisés, (cf. article de Patrick Weil et Jules Lepoutre dans Le Monde du 08/12/15) en vertu de la loi du 10/08/1927, doit-elle être étendue à un binational « même s'il est né en France », comme l'a déclaré le président de la République le 16 novembre devant le Congrès ? Déjà, le principe même de la déchéance est en soi très discutable, car elle fait du déchu soit un apatride soit un banni dans un pays inconnu. La question, clairement posée en haut lieu, suscite des malaises, voire des remous, parce que la déchéance touche à « l'un des droits les plus absolus de l'homme ». Ces tueurs nés en France n'avaient pas forcément la double nationalité : cette allégeance faite à Daech fait-elle d'eux les nationaux de cet Etat non reconnu ?

En décembre 2014 (cf. article d'Hélène Bekmezian dans Le Monde du 04/12/15), alors que les attentats de Mérah étaient encore dans tous les esprits, « la gauche avait combattu une proposition de loi de la droite qui proposait

exactement la même chose », « une vieille idée du FN ». L'horreur des tueries de 2015 change-t-elle les arguments de fond ? Et a-t-on mesuré les conséquences à terme de l'inscription d'une telle mesure dans la Constitution ?

Quel formidable cadeau pour le FN, qui se sent pousser des ailes avec les résultats des élections régionales ! Il ferait la démonstration de la lepénisation des esprits et ouvrirait la porte aux amalgames les plus primaires, une voie royale à la xénophobie, à l'islamophobie, dont on ne peut savoir jusqu'où elle nous conduirait si jamais la France venait à être de nouveau gouvernée par un parti d'extrême-droite. Mettons-nous un seul instant dans la peau d'un Français de culture arabo-musulmane, croyant ou non croyant, qui, non seulement n'est pour rien dans ces horreurs, mais qui aussi les condamne au plus profond de lui-même. N'y a-t-il pas là un risque qu'il soit ou qu'il se croie, malgré tout, considéré par le citoyen lambda comme un « Français de seconde zone », comme c'est déjà trop souvent le cas ? Que, pour la moindre incartade, un binational soit expulsé vers un pays qu'il ne connaît même pas ?

La France est un Etat de droit et doit le rester. « L'inscription dans la Constitution d'une distinction entre Français selon leur origine serait porteuse d'une violence et d'une division sociale profondes et durables qui dépasseraient de loin les avantages immédiats et hypothétiques de quelques déchéances de nationalité. » (Le Monde du 08/12/15) Vendredi 11 décembre, un juge des référés a validé la décision de déchéance pour quatre franco-marocains et un franco-turc. Il nous reste à espérer que le Conseil d'Etat, qui doit se prononcer avant la fin de l'année, l'invalidera.

Mardi 5 janvier 18h30 à la Maison du Monde

Un centre de rétention administrative (CRA) près de chez nous
avec l'Observatoire citoyen du CRA de Palaiseau

café de l'actu

voir page 11

Inauguration du Mois des 3 Mondes

mois des 3 mondes



C'est dans un contexte inattendu, et pour cause, puisque c'était le lendemain des attentats de Paris, qu'a été inauguré le 32ème Mois des 3 Mondes, qui avait pour thème « La souveraineté alimentaire ». Le programme d'animation qui devait se poursuivre toute la journée sur la Place de l'Agora, avec pour partenaire l'équipe du théâtre « Scène Nationale » a été annulé : prises de parole, suivies d'un pot convivial et d'animations, ventes solidaires et jeux l'après-midi par une quinzaine d'associations dans le cadre d'Alternatiba et de sensibilisation aussi à la COP 21. Par contre les expositions « Comprendre les causes de la faim : la faim sans fin » et « Regards croisés sur la souveraineté alimentaire » installées pour tout le mois sont restées sur place, accompagnées d'une déclaration de soutien aux victimes .

C'est donc, compte tenu de la proclamation des 3 jours de deuil national, et par respect pour les victimes et leurs familles, que nous avons choisi de nous retrouver à la Maison du Monde, militants associatifs et citoyens engagés dans la ville, ressentant le besoin de nous retrouver pour réfléchir et échanger ensemble.

Tout le monde était sous le choc. La présidente, Myriam Heilbronn, a ouvert ce Mois des 3 Mondes pour dire entre autres que la gravité du moment expliquait cette décision, mais que le Mois des 3 Mondes se déroulerait normalement, avec une vigilance pour éviter tout dérapage sauf imprévu de dernière minute. Son intervention fut suivie de déclarations de plusieurs représentants d'associations et de celle d'Hervé



Pérard, élu d'Evry. Le pot qui a conclu la rencontre a peut-être été encore plus convivial que prévu, puisque les échanges se sont longuement poursuivis dans ce contexte national dramatique. Un temps de silence a aussi été observé en souvenir des victimes de Paris et de leurs familles.

Nous tenons ici à remercier particulièrement la ville d'Evry et l'Agglomération Centre Essonne qui, avec leurs services sur le terrain, nous ont permis de ne pas annuler notre exposition sur la place publique de l'Agora, grâce au prêt de matériel et à une vigilance attentive accrue, nous permettant d'assurer la présentation de notre engagement inter associatif au plus grand nombre de citoyens et d'assurer aussi la diffusion et la présentation de tous les événements du Mois des 3 Mondes sur la souveraineté alimentaire tout au long de la période programmée. Un grand merci aussi à tous les militants, à nos partenaires associatifs et syndicaux ainsi qu'au Conseil départemental de nous avoir fait confiance pour que tous les événements programmés aient pu avoir lieu sans entrave, avec toute la vigilance et l'attention nécessaire en cette période si particulière.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I	M	A	I	N	B	A	S	S	E		A	R	E	N	E
II	A	I	N	O	U		A	U	T	O	G	E	R	E	S
III	L		D	U	R	E		M	O	U	R	A	N	T	S
IV	G	O	U	V	E	R	N	A	N	C	E		E	T	A
V	A	C	S	E		G		C		H	S	M		E	I
VI	C	E	T	A	C	E	S		C	E	S	A	R		M
VII	H	A	R	U	S	P	I	C	E		E	X	O	D	E
VIII	E	N	I		A		P	A	R	A	S	I	T	E	
IX		S	E		R	H	O	D	E	S		M		L	B
X	A		L	E	D	E		E	A	U		A	R	T	E
XI	F	E	L	L	A	H		A	L		A	L	E	A	S
XII	F		E		S	E	Q	U	E	L	L	E	S		A
XIII	R	U	S	H			U		S	I	B		S	A	C
XIV	E	T		A	C	T	I	F		E	R	G	O	T	E
XV	S	O	L	S		O	N	A	G	R	E		U	R	
XVI		P	A	C		M	O	M	E	N	T		R	E	C
XVII	P	I		H	U	M	A	I	N	E		A	C	E	H
XVIII	E	Q	U	I	T	E		N	E	S	T	L	E		I
XIX	U	U		C			F	E	S		I	B	S	E	N
XX	R	E	C	H	U	T	E	S		A	P	E		U	E

Solution de la grille n°133 spéciale Mois des 3 Mondes
L'accaparement des terres

CRISE DE LA SOCIÉTÉ PAYSANNE ET DÉCOMPOSITION SOCIALE AU MEXIQUE

Dans le cadre du Mois des Trois Mondes 2015, la Maison du Monde d'Evry a reçu le 24 novembre Francis Mestries, enseignant en sociologie rurale à l'Université autonome métropolitaine de Mexico. Il nous a exposé les bouleversements subis par la société mexicaine ces vingt dernières années, sous l'effet de la mise en œuvre de politiques libérales, de l'ouverture des frontières aux produits venus des Etats-Unis, mais aussi sous la contrainte d'une baisse des revenus de l'Etat (par baisse du prix du pétrole).

Le Mexique est un pays de 121 millions d'habitants. Gouverné depuis les années 30 par le PRI, parti révolutionnaire institutionnel, il avait connu une réforme agraire pour morceler les grandes propriétés. Les nouvelles communautés rurales mises en place avaient des instances collectives, pour empêcher la reconstitution des grandes propriétés, mais les exploitations agricoles étaient privées. Depuis 1992 et la libéralisation de l'économie, ces instances ont perdu beaucoup de leurs pouvoirs, et la superficie des exploitations agricoles a augmenté. Seules certaines communautés indigènes ont réussi à préserver leur unité.

A l'heure actuelle, 22% de la population mexicaine est rurale, contre 40% il y a 30 ans, et les agriculteurs n'y sont plus majoritaires. L'exode rural et l'émigration vers les Etats-Unis ont été très importants. De plus 1/3 des gens très pauvres et indigents sont des ruraux, et de nombreux agriculteurs sont des pluriactifs, ils ont aussi une activité salariée ou artisanale. La cause est un bouleversement profond de l'agriculture mexicaine, la conséquence est une dépendance alimentaire accrue, dans un pays qui a pourtant vu naître le maïs.

En effet, depuis la signature du traité de commerce ALENA entre Etats-Unis, Canada et Mexique, les marchés mexicains ont été envahis par les céréales, surtout du maïs, produites à grande échelle et très fortement subventionnées par le gouvernement fédéral américain. Ce maïs arrivant moins cher que celui des petits exploitants mexicains, beaucoup de ces derniers ont dû renoncer à leurs cultures et sont partis. La baisse des subventions de l'Etat mexicain a accentué le phénomène. Le nombre des pauvres et indigents a augmenté, le maïs est alors encore trop cher pour eux, et la base de l'alimentation est maintenant le riz, presque entièrement

importé (à 70%) et un peu de poulet. En 2007, la pénurie alimentaire mondiale et la hausse des prix ont provoqué des émeutes de la faim et, depuis, la part de l'alimentation est restée plus élevée dans le budget des familles. La souveraineté alimentaire n'est pas assurée.

La société rurale s'est transformée. L'exode rural a conduit à l'extension des villes et des bidonvilles, mais l'industrie mexicaine ne peut absorber ce surplus de bras. Les « maquiladoras », vastes zones industrielles massées le long de la frontière américaine, sont en crise, concurrencées par la main d'œuvre chinoise (malgré un salaire mensuel de 75 euros/mois). Les paysans ont donc émigré en masse aux Etats-Unis, parfois jusqu'à 500 000 par an dans les années 2000, et encore 150 000 par an en ce moment, malgré les dangers des passages clandestins et les réseaux mafieux de passeurs. Dans les villages, l'agriculture est maintenant pratiquée par des femmes et des vieux (55 % ont plus de 60 ans), et le complément apporté par les mandats est si important qu'il représente plus que les ventes de pétrole du pays. Le prix des intrants (engrais, pesticides) a augmenté. Seules quelques communautés ont opté pour le bio : le Mexique est le 1er producteur mondial de café bio.

Les terres agricoles reculent, les gouvernements néolibéraux accordant des permis d'extraction à des compagnies minières à ciel ouvert, pour extraire notamment du gaz de schistes (les gisements de pétrole terrestre commençant à s'épuiser). Mais il y a aussi le développement de zones touristiques sur les littoraux, et l'urbanisation sauvage. Certaines communautés paysannes et indiennes résistent dans le cadre de leurs instances collectives, refusent de vendre des terres, combattent les expropriations. Quelques grands mouvements sociaux existent, à l'influence limitée, qu'ils soient des mouvements de gauche, ou

écologistes, ou zapatistes, ou indiens. Mais les grandes compagnies défendent leurs intérêts soit par des promesses, soit par la corruption du pouvoir, notamment municipal, soit en s'appuyant sur les cartels de la drogue pour liquider physiquement les opposants. Et les polices communautaires sont combattues par le gouvernement, parce qu'elles sont socialement proches de l'opposition. Ces quelques mouvements sociaux n'ont pas réussi à changer la politique libérale, mais ils ont réussi à limiter les dépossessions. Par contre, on observe jusqu'à maintenant peu de cas d'accaparement de terres pour exploitation agricole.

Ces bouleversements du monde agricole ont profité au crime organisé. Les cartels de la drogue produisent ou trafiquent marijuana, amphétamines et héroïne, et ont profité d'une main d'œuvre disponible : on estime à environ 500 000 les personnes qui se sont mises au service des narcotrafiquants, ça rapporte plus d'être à leur service que de cultiver du maïs. Ces cartels contrôlent des secteurs économiques, de nombreuses municipalités et des policiers, malgré le plan « Merida » anticorruption du gouvernement. La population n'a plus aucune confiance dans le monde politique. On assiste à un phénomène d'anomie (perte du sens des normes) : des chansons, et même une telenovela, ont pour héros positif un chef narco « faisant le bien pour les pauvres ». Il y a porosité entre l'économie légale (par exemple les banques) et l'économie illégale des trafics. Une réflexion est menée en ce moment au Mexique sur la dépénalisation de la drogue.

Les Etats-Unis veulent empêcher l'entrée de la drogue sur leur territoire, mais ne veulent pas contrôler leurs exportations d'armes vers le Mexique... un exemple de la camisole de force qu'est l'Alena pour le Mexique.

Joëlle Mesley

Les Huit Heures pour la Palestine à Évry : émotion,



C'est dans des conditions bien particulières, huit jours après les attentats de Paris, que se sont tenues le 21 novembre les Huit Heures pour la Palestine à Évry. Après les nombreuses annulations de cette semaine-là, il était très important que ce rendez-vous annuel de solidarité avec la Palestine puisse se tenir. Merci aux organisations syndicales, qui nous avaient invités à la Maison départementale des syndicats et qui ont soutenu le maintien de cet événement, et merci au conseil départemental, propriétaire des lieux, qui a su nous faire confiance. Nous avons dédié ces Huit Heures pour la Palestine "à toutes les victimes de la violence aveugle : à Paris, à Tunis, à Beyrouth, à Ankara, à Damas, à Bagdad, à Charm el Cheikh, et dans toute la Palestine sous occupation militaire depuis 48 ans", en le marquant par une minute de silence.

Environ 200 personnes ont participé à cet événement, dans une atmosphère chaleureuse et chargée d'émotion. Un grand merci, aussi, à toutes les associations partenaires, solidaires de ce combat.

En introduction, nous avons rappelé le blocus de Gaza, la violence des colons et de l'armée contre la population palestinienne de Cisjordanie, le vol de la terre et de l'eau, la dépossession de Jérusalem et les provocations religieuses menées par Israël : une situation insupportable qui conduit à la révolte de la jeunesse palestinienne, à la répression qu'elle subit, aux assassinats extrajudiciaires et aux emprisonnements massifs. Un manque de perspectives qui ne peut être résolu que par une énorme pression internationale : les initiatives de notre diplomatie ne sont pas à la hauteur de ces enjeux.

Le thème que nous avons choisi pour ces Huit Heures était : Palestine, crimes écologiques et dépossession des ressources par Israël. Un thème qui, dans la période de la COP21, nous a interpellés sur le fait que le déni du droit international est aussi une des causes des dégâts écologiques contre les peuples et contre la planète.

Nous avons deux invités, Ahmed Sourani d'Oxfam à Gaza, qui n'a finalement pas pu venir du fait de la non obtention de son visa coté jordanien, et Abeer al Butmeh, coordinatrice du Pengon, réseau d'organisations palestiniennes de défense de l'environnement et section palestinienne des Amis de la Terre International.

Ahmed Sourani nous a exposé, par Skype, les grandes lignes d'un programme pour aider la population de Gaza à sortir de la dépendance alimentaire, sans oublier l'exigence de la levée du blocus et de la nécessité vitale d'une continuité territoriale entre Gaza et la Cisjordanie.

Abeer al Butmeh a abordé tous les aspects des violations de l'environnement palestinien par les forces d'occupation et les colons israéliens : confiscation de l'eau au profit des colons et des colonies, déracinement des arbres (y compris des oliviers centenaires patrimoine protégé),



PAS DE PRODUIT DES COLONIES ISRAËLIENNES DANS NOS MAGASINS

Nous étions une bonne vingtaine de militants de l'Essonne, ce samedi 7 novembre, devant l'entrée du Carrefour d'Athis Mons, pour faire signer nos cartes pétition et distribuer nos tracts : pas de produit des colonies israéliennes dans nos magasins.

Rassemblement dynamique, et coloré par nos drapeaux palestiniens et les panneaux-chasubles que nous portions. Nous avons diffusé nos tracts et fait signer une centaine de cartes postales au directeur du magasin, et autant au PDG de Carrefour et au ministre des affaires étrangères... devant les caméras d'une équipe de France 2 qui devrait en faire état dans un prochain reportage.

Une action nationale, maintenue et réussie peu après l'arrêt de la Cour de cassation confirmant la condamnation des militants de Mulhouse. Arrêt inique et exception française, que ces militants vont porter devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Nous avons remis nos cartes pétition au directeur du magasin qui nous a tout de suite reçus, et à qui nous avons rappelé notre détermination et la dimension éthique de notre demande. Nous ne voulons plus de produits « made in illegality », ni à Carrefour, ni ailleurs.



Quatre jours plus tard, le 11 novembre, la commission européenne publiait une « notice interprétative » imposant un étiquetage différencié des produits des colonies. Un petit pas dans le sens de notre demande d'interdiction de ces produits, finalement réalisé malgré les hurlements indécents du gouvernement israélien.

Action menée par Evry Palestine, RiSolidarité Palestine, L'Olivier AFPS Corbeil Essonnes et le Collectif Nord Essonne avec le soutien du Collectif Palestine en Essonne.

résistance pour notre édition 2015

incendie des terres et des récoltes, décharges à ciel ouvert sur les terres palestiniennes, déversement des eaux usées des colonies sur les terres palestiniennes, fumées des usines polluantes au vent des habitants palestiniens, et même enfouissement de déchets nucléaires. Elle nous a montré comment des zones palestiniennes de Cisjordanie étaient utilisées comme décharges de déchets solides par les 450.000 colons (500 tonnes par jour) ; comme déversoir de leurs eaux usées non traitées (37 millions de m³ d'eau d'égout et d'effluents industriels soit plus de la moitié des eaux usées de Cisjordanie) polluant ainsi les sources, les cours d'eau, leurs terres agricoles ; enfin, dans la région du Sud d'Hébron, comme zones d'enfouissement de déchets nucléaires de la centrale de Dimona, introduits en fraude à partir d'Israël, aujourd'hui responsables d'un accroissement des cancers, de malformations chez les enfants, et d'effets sur le bétail et les plantes.

Abeer nous a cité l'exemple de l'usine de Geshouri déplacée ainsi que dix autres de zones en Israël, du fait de leur nocivité avérée, pour être installées dans des terres confisquées dans la partie Ouest de la ville de Tulkarem (Cisjordanie Nord le long de la ligne verte). Ce sont des usines chimiques appartenant à des sociétés

israéliennes. Le vent, habituellement orienté dans le sens Ouest – Est se charge de fumées toxiques qui se déversent sur Tulkarem, causes d'infections et à plus long terme de cancers respiratoires. Sans oublier les risques d'incendies et d'accidents auxquels sont exposés les Palestiniens qui y travaillent à de très mauvaises conditions de sécurité pour un salaire minimum.

Ces crimes délibérés participent à la politique israélienne d'expulsion des palestiniens de leurs terres, en les privant de leurs ressources vitales au mépris des



conventions internationales régissant les obligations des puissances occupantes. Cet angle de vue sur la politique israélienne, particulièrement révélateur de la « loi du plus fort » qu'Israël exerce en toute impunité contre la population palestinienne, nous a particulièrement frappés et émus.

Pour illustrer cette thématique, nous avons préparé une exposition, à partir des photos d'Anne Paq et d'Ahmad Al Bazz au collectif Activestills que nous mettons à disposition dans les conditions habituelles.

Enfin, avec la présence de Dominique Grange, chanteuse militante et du groupe musical « Accords & Ames », nous avons vécu un beau moment de musique, réellement chaleureux. Les chansons de Dominique Grange sur la guerre de 1914-18 nous ont rappelé que la guerre n'est jamais la solution. Et c'est dans un nouvel arrangement qu'elle nous a chanté son beau texte « détruisons le mur », qui nous a tous séduits par sa justesse. Un beau moment culturel qui faisait écho aux autres moments forts de cette journée.

Nous restons plus que jamais mobilisés pour le respect des droits nationaux du peuple palestinien !

Retrouvez sur notre site les liens vers la vidéo des Amis de la Terre International sur les crimes écologiques en Palestine, et vers la vidéo de la chanson de Dominique Grange « détruisons le mur ».

Évry Palestine
Groupe Local de l'Association
France Palestine Solidarité
contact@evrypalestine.org
<http://www.evrypalestine.org>

mois des 3 mondes

Evry 21 janvier 2016 20h30 à la Maison Départementale des Syndicats Place des Terrasses de l'Agora à Evry

Evry Palestine vous invite à la conférence :

LE SIONISME HIER ET AUJOURD'HUI **De l'universalisme juif à la situation d'oppression aujourd'hui.**

Le sionisme est un mouvement qui s'apparente à celui des nationalismes de la fin du 19^{ème} siècle.

Peu partagée par les Juifs d'Europe au début de son émergence, cette idéologie doit beaucoup au soutien des Britanniques avec la promesse faite par Lord Balfour, en 1917, de la création d'un Foyer national juif en Palestine.

Qu'en est-il de son projet aujourd'hui dans la structuration de la société israélienne et dans la poursuite de l'occupation et de la colonisation en Palestine ?

L'intervenant sera Dominique Vidal, journaliste, spécialiste du Proche Orient, auteur de nombreux ouvrages sur la question israélo-palestinienne. Depuis 2009, il dirige, avec Bertrand Badie, la publication annuelle de L'état du monde aux éditions La Découverte.

Cette conférence s'inscrit dans un cycle « Une histoire des Palestiniens au Proche Orient ? des racines du conflit au blocage d'aujourd'hui » proposé par les groupes essonniers de l'Association France Palestine Solidarité en partenariat avec l'iReMMO, Institut de Recherche et d'Etudes Méditerranée Moyen-Orient.

Un moment convivial clôturera la soirée.

L'avenir de l'agriculture paysanne dans le monde

Maison des Syndicats le 24 novembre 2015

La conférence est animée par **Julien Monier**, journaliste à Essonne-Info.

mois des 3 mondes

Jean Vettrano est chargé de plaider pour le droit à l'alimentation et à la sécurité alimentaire ("chargé de plaider" signifie "lobbyiste" pour le bien commun, pour l'intérêt général), il intervient pour le *Secours Catholique-Caritas France* et *CCFD Terre Solidaire*.

Fabien Millot est chargé de plaider pour la souveraineté alimentaire pour *Peuples Solidaires - ActionAid France* et animateur de la Commission Agriculture et Alimentation (C2A) de *Coordination Sud*.

Michelle Roux (prononcez Rouxe) est secrétaire nationale de la *Confédération paysanne*, éleveuse de vaches laitières et viticultrice en Dordogne. Elle est paysanne, pas exploitante.

Les agricultures familiales paysannes, représentées par *Coordination Sud*, sont bien sûr partie prenante à la COP21 dont le détail n'est pas discuté ce soir. Mais l'interdiction de toute manifestation du mouvement social n'est pas vraiment un bon signal.

De quoi parle-t-on avec les agricultures familiales

paysannes ? De 70 % de l'alimentation mondiale, 80 % dans les pays du Sud, de 40 % de l'emploi mondial, plus de 60 % dans les pays "les moins avancés", elle concerne 2,6 milliards de personnes.

En moyenne, les fermes des agricultures familiales sont de taille très petites : sur 500 millions d'exploitations dans le monde, 72 % ont des surfaces inférieures à 1 hectare ! Mais il faut regarder le détail pays par pays : en France le nombre d'exploitations diminue (et les tailles augmentent), en Inde, le nombre augmente (et les tailles diminuent), aux États-Unis, après diminution du nombre, il y a stabilisation, au Brésil après augmentation du nombre, il y a aussi stabilisation. Il faut noter qu'aux États-Unis, l'agriculture n'est pas du tout libéralisée, elle est bien protégée et encadrée, ils ne sont pas fous les Américains.

Les agricultures familiales présentent 4 avantages majeurs :

- 1) ce sont des agricultures productives et intensives,
- 2) elles utilisent plus efficacement les ressources naturelles, les agriculteurs familiaux entretiennent un lien culturel fort et respectueux avec leur territoire et leur environnement naturel, ils



Le Forum des sociétés civiles pour les agricultures paysannes a produit en décembre 2014 le *Manifeste de Lyon* qui fait le bilan de l'Année internationale des agricultures familiales (AIAF), il liste les 8 demandes faites au gouvernement français et les 3 engagements des

signataires.

Une devinette est soumise à la salle : qui a dit : "Si on veut faire sens et si on veut répondre à l'alimentation de la planète, de l'humanité, si l'on veut répondre à la question de la faim dans le monde, le meilleur système, j'en suis convaincu, est celui de l'agriculture familiale. Cette agriculture a toute sa validité et toute sa modernité" ? Hé bien, c'est Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, au salon international de l'agriculture en 2014. Comme quoi, rien n'est encore perdu !

Les agricultures familiales présentent toutes les qualités pour affronter les défis sociaux et environnementaux si les conditions sont favorables. La mission de *Coordination Sud* est de créer ces conditions favorables par un travail d'analyse et par des actions en mode réseau. Pour le moment, le contexte est défavorable : les agricultures familiales ont bien un savoir-faire important mais les problèmes d'insuffisance et d'insécurité alimentaires subsistent.

En 2012, le G7 a imaginé la *Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition* (NASAN) pour sortir 10 millions de paysans de la pauvreté en utilisant les banques privées et les multinationales. Le bilan est catastrophique, il y a eu beaucoup

façonner un paysage rural qui contribue à améliorer la qualité de vie, 3) elles permettent davantage de sécurité alimentaire, l'agriculture familiale de proximité permet aux paysans de nourrir leur famille et d'approvisionner les marchés locaux ou régionaux,

4) elles ont un effet d'entraînement sur le reste de l'économie, 4 milliards de personnes dans le monde sont des ruraux et l'agriculture familiale a la capacité de maintenir de nombreux paysans en milieu rural et leur permet de ne pas migrer vers les bidonvilles, voire vers des pays plus riches.

Pourquoi les petits producteurs nourrissent 70 % du monde avec moins de 25 % de l'ensemble des terres agricoles ? Parce que l'économie de marché sélectionne les structures les plus compétitives, les plus rentables et pas les plus efficaces.

Quelles politiques publiques pour les agricultures familiales du Sud ? Il faut les soutenir par une politique publique, une politique foncière et une politique de protection sociale. Se donne-t-on les moyens ? Le budget annuel de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) est de 1 milliard de \$, celui du club de foot de Manchester est de 2,3 milliards de \$. Non, on ne se donne pas les moyens de ce soutien.

d'expropriations et beaucoup de paysans ne sont plus paysans.

Pour que les agricultures familiales se développent, il faut promouvoir de nouvelles techniques de collaboration autour des savoirs et mobiliser la société civile en informant les citoyens. Il faut aussi un minimum de démocratie pour la sécurité foncière des paysans. Pourquoi, le Congo, si riche est en situation de malnutrition ?

La *Confédération paysanne (la Conf)* promeut l'agriculture paysanne en France. Il s'agit de garder des paysans nombreux pour produire de la nourriture, des produits finis d'alimentation (et non du "minerai") avec préservation des goûts et de la qualité sanitaire. Les 3 piliers de la charte de l'agriculture paysanne sont :

- 1) *produire* : il faut produire suffisamment à un prix raisonnable à la fois pour le consommateur et le paysan,
- 2) *employer* : il faut créer des emplois sur les fermes,
- 3) *préserver* : l'environnement et la santé.

La PAC (*Politique agricole commune*) a été créée dans les années 60 pour augmenter la production. Ça a très bien fonctionné, trop bien même. L'économie de marché, à cause de la compétition, a fait disparaître la plupart des paysans. Durant les 10 dernières années, le nombre de paysans a été divisé par 4, il y a 200 fermes qui disparaissent chaque semaine. La cause principale du chômage, c'est la disparition des paysans !

80 % des aides de la PAC vont à 20 % des paysans, essentiellement les gros céréaliers productivistes. Les primes à l'hectare sont une hérésie, il faudrait des primes au paysan. Mais la FNSEA (syndicat majoritaire et productiviste) fait un lobbying intense pour que rien ne change.

La PAC a fait produire beaucoup trop. Les surplus ont été exportés en Afrique à prix cassés et subventionnés, ce qui a ruiné les agricultures locales, les paysans africains sont allés grossir les populations des bidonvilles. L'exportation du lait en poudre est l'exemple criant de cette incurie européenne. Et ce n'est pas fini, le Vietnam est la prochaine cible de

ces exportations destructrices. Si on ajoute à cela que l'Europe importe du soja au Brésil pour nourrir ses vaches laitières et que cette demande encourage le Brésil à étendre de grandes cultures dévastatrices pour ses forêts et pour ses populations rurales expulsées de leurs terres, on peut dire que l'Europe a vraiment tout faux !

La Conf affirme que si les paysans du Nord vivaient bien, alors les paysans du Sud vivraient bien aussi. Il faut soutenir les agricultures familiales du Sud, certes, mais surtout ne pas leur nuire !

La Conf préconise des analyses pratiques des fermes suivant 6 critères: 1) le travail avec la nature, 2) la qualité des produits, 3) le partage, la répartition des terres et de la production, 4) le développement local, 5) la transmissibilité des fermes, 6) l'autonomie, en énergie, en semences, en aliments pour les animaux. L'établissement des prix agricoles est une imbécillité. Pour le lait, c'est le lait de plus mauvaise qualité (ne représentant que 7 % des échanges) qui fixe le prix pour tous les laits. Pour les cochons, ce sont les cochons surnuméraires, "en trop", qui fixent le prix pour tous les cochons au cadran de Plérin.

Le cycle de Doha de l'OMC (*Organisation Mondiale du Commerce*) dont le but est la libéralisation du commerce sur le mode multilatéral, se trouve présentement bloqué, achoppant essentiellement sur les négociations agricoles. Ce n'est pas fatalement une bonne nouvelle parce que la libéralisation continue sur le mode bilatéral et, dans ces négociations, les pays les plus faibles se trouvent plus exposés qu'au sein de l'OMC.

Pour l'agriculture, les traités commerciaux ne sont pas de bonnes choses. L'ALENA (entre les États-Unis, le Canada et le Mexique) a détruit l'agriculture du Mexique et particulièrement la biodiversité du maïs. Le CETA (entre l'Union Européenne et le Canada) ou le TAFTA (entre l'Union Européenne et les États-Unis) seront des catastrophes avec l'abaissement des normes alimentaires et de santé publique, l'encouragement à l'agriculture productiviste et la justice privée qui réglera les conflits entre les multinationales et les États et communautés territoriales.

On signale qu'un traité commercial entre l'Union-Européenne et l'Afrique de l'Ouest risque d'être ratifié en 2016. Pauvre Afrique.

On remarque la schizophrénie des États qui, d'un côté allouent des aides financières aux paysans et de l'autre, négocient des traités qui vont les ruiner.

Les agriculteurs familiaux se regroupent en organisations paysannes pour défendre leurs droits. Ils privilégient les liens entre consommateurs et producteurs. En France, les coopératives et les AMAP vont dans le même sens, il est intéressant que des liens solides se fassent entre paysans et citoyens, mais ça ne peut répondre aux besoins de tous les gens.

Les agricultures familiales paysannes, représentées par *Coordination Sud*, sont bien sûr partie prenante à la COP21 dont le détail n'est pas discuté ce soir. Mais l'interdiction de toute manifestation du mouvement social n'est pas vraiment un bon signal.

La campagne *Alimenterre* est coordonnée par le CFSI (Comité Français pour la Solidarité Internationale) en Europe et en Afrique, elle mobilise un grand nombre d'acteurs locaux. Elle a pour but d'informer le public sur les multiples causes de la faim dans le monde et de promouvoir l'accès à une alimentation saine et suffisante pour tous. Le temps fort de la campagne se fait autour du festival de films *Alimenterre* en octobre et novembre de chaque année.

Pour approfondir :

Manifeste de Lyon pour l'agriculture familiale,

www.alimenterre.org/ressource

[/manifeste-lyon-lagriculture-familiale](http://manifeste-lyon-lagriculture-familiale)

Manifeste pour un 21ème siècle paysan de Sylvia Pérez-Vitoria

La Revue du Tiers Monde n° 220

Docteur TTIP et Mister Tafta : Que nous réserve vraiment le traité transatlantique Europe/États-Unis ? de Maxime Vaudano

Les raisins de la colère de Steinbeck

Jean-Yves Sage
Attac Centre-Essonne

LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE AU SAHEL

La Maison du Monde a organisé le 17 novembre une rencontre dans le cadre du Mois des Trois Mondes et de la Solidarité internationale, sur le thème de la souveraineté alimentaire au Sahel, en présence de 25 personnes. Les intervenants ont été Mariama Kane, présidente des **Amis de Kayes**, Gérard Gentilhomme et Anne-Marie Potiron, responsables de **Cencenkisé**, les deux associations étant adhérentes de la MDM, puis **Abdou Ba**, professeur de Géographie à l'Université d'Evry. L'assemblée a d'abord respecté une minute de silence à la mémoire des victimes des attentats du 13 novembre.

La **souveraineté alimentaire** est un concept développé au milieu des années 90 par l'association brésilienne **Via Campesina** pour définir ce qu'est une production alimentaire durable : les paysans doivent avoir accès à la terre, un pays doit décider de ce qui s'y produit et de ses techniques, doit pouvoir lutter contre l'importation de produits agricoles à bas prix ; il doit pouvoir nourrir ses habitants, en leur fournissant un minimum de 2400 calories par jour, par une alimentation variée. Or le PAM (Programme alimentaire mondial) qui a défini une carte de la sous-alimentation sur la planète remarque que sur les 850 millions de personnes touchées, la plupart vivent en Afrique et en particulier au Sahel.

Le **Sahel** est une bande de terres de plus ou moins 400 km de large, **du Sénégal à la Mauritanie et à l'Ethiopie, en passant par le Mali, le Burkina Fasso, le Niger, le Tchad, le Soudan**. C'est la zone de transition entre la savane tropicale et le désert du Sahara, il y pleut peu et pendant un court moment de deux à trois mois, pendant notre été, entre 200 et 600 mm par an. Dans cette zone, qui comprend des villes aux quartiers aisés bien nourris, se trouvent surtout de vastes zones rurales et des banlieues pauvres où peuvent se déclencher disettes et même famines. Le problème de la souveraineté alimentaire s'y pose de façon cruciale.

Le milieu naturel du Sahel est une **savane herbeuse plus ou moins arborée**, avec des forêts, en particulier le long des cours d'eau. Quelques grands fleuves sont présents, comme le Sénégal et le Niger, et il y a des nappes d'eau souterraines. Dans les bas-fonds, on cultive des terres parfois naturellement inondées.

Le Sahel est confronté, pour son développement agricole et économique, à des difficultés de plusieurs ordres. Le 1er handicap est lié à ses très faibles revenus. L'**IDH** (indice de développement humain calculé avec l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et le PIB/habitant) le

place parmi les pays les plus pauvres du monde : Sénégal 164^e sur 188, Niger dernier de la liste. Ces pays sont déjà très endettés, le handicap est grand pour toute politique de développement (par exemple, creuser un seul puits revient à 10000 euros).

Ensuite, les **conditions politiques** ne sont pas très favorables : instabilité politique et corruption, conflits armés comme au Soudan et au Mali, qui déstabilisent et même déplacent des populations rurales. Le Mali y est confronté ces dernières années ; par exemple à Douenza, proche du pays des Dogons, l'occupant djihadiste a interdit aux femmes de travailler pendant plus d'un an, il a fallu organiser des caches d'aliments dans les villages pour alimenter de nombreuses familles. La situation s'était améliorée, mais depuis peu une opération militaire est menée dans cette région, pour détruire des camps d'entraînement, certains djihadistes se cachent et les gens ont peur, tous les projets de développement sont à l'arrêt. Ce danger s'ajoute à celui des coupeurs de route (bandits de grands chemins).

Les **conditions climatiques et écologiques** peuvent également entraîner des crises. En à peine plus de 40 ans, le Sahel a été frappé par 2 grandes sécheresses en 1973-74 et en 1983-84. Le désert a progressé vers le sud, le cheptel a été décimé, les populations touchées par la famine ont migré vers le sud, ont changé de comportement : les éleveurs se sont sédentarisés, ont défriché les forêts le long des fleuves. Le milieu naturel en a été modifié, et la concurrence sur les terres, déjà forte du fait de la croissance démographique et de l'agro-business, s'en est trouvée accentuée.

La **propriété foncière** elle-même est un problème. Dans certaines régions subsiste un ancien système féodal. Ailleurs, le plus souvent, le cultivateur ne possède pas la terre, ce qui n'incite pas à l'investissement. Or environ 60% des actifs du Sahel sont des paysans (et 40% des habitants ont

moins de 15 ans, la population va encore augmenter).

Les **conditions socio-culturelles** ne favorisent pas non plus le développement agricole : les jeunes scolarisés méprisent le travail de la terre ; les élites ne lui donnent pas non plus la priorité, et le pouvoir politique n'engage pas durablement de projets avec la population. De grands projets sont parfois financés (au prix de l'endettement), comme au Mali où, dans les années 80 ont été construits deux barrages avec création de PIV (périmètres irrigués villageois), pour développer la riziculture, le riz étant de plus en plus consommé dans le Sahel. Les paysans doivent alors financer le creusement de canaux, l'achat de motopompes, ils s'endettent et, pour rembourser, abandonnent les cultures vivrières. De plus, ces barrages posent des problèmes d'entretien et d'impact écologique. Quant aux initiatives villageoises, elles ne sont pas aidées, il y a manque d'encadrement aussi pour les éleveurs et les pêcheurs.

Certaines initiatives villageoises sont accompagnées par des ONG ou des associations de pays développés. Toujours au Mali, les associations résidentes à la Maison du Monde d'Evry « Les amis de Kayes » et « Cencenkisé » (grain de sable) ont collaboré ces dernières années à des projets par microcrédit et par des subventions du Conseil général de l'Essonne. Kanou, association d'une vingtaine de femmes handicapées et sans terre, achète par exemple des produits de base et les transforment pour la revente : tablettes sucrées à base de fruit de baobab, semoules et poudre à cuisiner à partir de mil, de fonio ou de maïs séchés.. Elles ont sollicité les Amis de Kayes pour la construction d'un hangar. (Leurs prix sont un peu chers pour le Mali, elles aimeraient exporter en France, mais c'est un autre problème). Autre exemple de collaboration à **Douenza**, toujours au Mali : le village de Bota, dont le chef a sollicité la collaboration de Cencenkisé pour la création de petits

troupeaux de chèvres et de potagers de 15m sur 15, pour des femmes. La production était destinée à la consommation familiale, mais aussi à la vente au marché. Sur 30 femmes, 80% ont continué au bout d'un an. Puis le village de Bota et Cencenkisé ont monté un 2° projet : creuser un puits pour éviter aux femmes le temps perdu et la fatigue de la corvée d'eau. Le puits de 17 m de profondeur a été construit manuellement par les hommes du village, le matériel et le chemisage ont coûté 10000 euros, couverts par une subvention de 3500 euros du Conseil général de l'Essonne et par un microcrédit qui, depuis, a été remboursé. Le fonctionnement se fait manuellement, pour éviter les frais d'entretien d'une motopompe, et l'eau est gratuite.

Quand des producteurs locaux dégagent un excédent pour la vente, d'autres handicaps se présentent : manque de stockage, de routes, difficultés pour

rechercher des marchés. La valorisation des produits locaux est handicapée par l'occidentalisation des élites locales, qui consomment « importé ». Les responsabilités se situent donc à plusieurs niveaux, celui du village et celui de l'Etat. Il faut un Etat fort pour résister aux pressions gourmandes d'agro-business venues tant de l'étranger que des élites locales.

En effet, les responsabilités se situent aussi au niveau international. D'abord parce que **le commerce international régulé par l'OMC** est inéquitable, au profit des pays subventionnés des pays développés ; ceux-ci, exportés à bas prix, concurrencent les produits locaux. Ensuite parce que l'agro-business, c'est-à-dire la vente ou la location longue durée de grandes surfaces de terres à des sociétés étrangères, fait perdre leurs exploitations aux villageois locaux, qui deviennent ouvriers agricoles cultivant des produits d'exportation au lieu de cultures vivrières. L'alimentation doit

être importée, il y a perte de souveraineté alimentaire.

Pour l'avenir, 3 grands défis se présentent au Sahel. Le premier est le réchauffement climatique. On prévoit à terme +2 degrés, mais au Sahel le phénomène se fait déjà sentir, les pluies sont plus rares, les récoltes plus irrégulières, les températures déjà plus élevées. Le 2° défi est celui de l'augmentation de la population et des migrations intérieures qui la suivent. Le 3° est la recherche par les pays développés de traités de commerce, qui sont défavorables aux pays du Sud, comme on l'a vu avec la ruine de l'agriculture du Mexique par l'Alena. **Le projet APE** (accord de partenariat) entre l'Union européenne et l'Afrique noire est lourd de menaces, pire que le projet de TAFTA entre l'Amérique du N et l'UE. Il serait le « baiser de la mort » de l'Europe à l'Afrique.

Joëlle Mesley

ATTENTATS : DES MESSAGES DE SOLIDARITÉ REÇUS DES QUATRE COINS DU MONDE

Effroi, tristesse, colère. Depuis vendredi, nous peinons à reprendre le fil du quotidien. Nos premières pensées sont pour les victimes de ces attaques odieuses et pour leurs proches dont nous partageons la peine. Nous savons que la haine est fille de l'oppression, que la misère engendre l'extrémisme. Mais nous savons aussi que rien ne justifie la barbarie, pas plus à Paris qu'à Beyrouth et Bagdad, également endeuillées par des attentats jeudi et vendredi derniers.

L'un des véhicules ayant servi aux criminels a été identifié près de l'immeuble qui abrite des associations dont Peuples Solidaires - ActionAid France à Montreuil. Sans céder à la tentation de voir partout des symboles, cette coïncidence, ce télescopage entre deux visions totalement opposées du monde nous interpelle. Il n'est pas question de vouloir tout faire ni tout mélanger, mais nous avons aussi la

responsabilité, en tant qu'ONG de solidarité internationale, de porter un message de paix et de non-violence partout, y compris là où nous vivons, là où nous travaillons. La solidarité internationale est une des réponses les plus censées et les plus urgentes qui soient contre les guerres et contre la violence. C'était vrai hier, ça l'est encore davantage aujourd'hui dans un monde où les hommes et les femmes sont plus que jamais interdépendant-e-s. Opter pour le repli sur soi n'y changerait rien : dans ce monde, l'oppression économique, les guerres, le réchauffement climatique, les épidémies, le terrorisme ne connaissent pas de frontières. A cette mondialisation de l'égoïsme et de la barbarie, nous devons plus que jamais opposer la mondialisation de la fraternité. C'est ce que les bénévoles de Peuples Solidaires - ActionAid France ont choisi en maintenant, là où c'était possible, les

événements (débat, projections, etc.) de la Semaine de la solidarité internationale qui se déroule jusqu'au 22 novembre. Partout en France, ces milliers d'initiatives permettent de reprendre le dialogue autour de valeurs communes. Je souhaite enfin vous transmettre les messages de soutien que nos ami-e-s et collègues d'ActionAid nous ont envoyé des quatre coins du monde. De la Gambie aux Etats-Unis, du Rwanda au Myanmar, de l'Italie au Bangladesh, du Guatemala à la Grèce... ces témoignages d'amitié vous sont destinés ainsi qu'à toutes celles et ceux qui se mobilisent pour la solidarité internationale. Ils nous donnent du courage pour nous remettre sans délai à l'ouvrage, avec détermination.

Solidairement,

Michel Grandmougin,
Président de Peuples Solidaires -
ActionAid France

LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET AGRO ÉCOLOGIQUE EN ÉQUATEUR

Nous sommes depuis le 15 octobre en Equateur à la rencontre des petits paysans travaillant en vente directe. L'Equateur est un petit pays de la face pacifique de l'Amérique du Sud qui a 3 types de climats. La côte (Costa) où l'on produit essentiellement des fruits tropicaux, la montagne (Sierra) est une zone de production de légumes, quinoa, pomme de terre et d'élevage, et l'Amazonie (Selva) où se produit du cacao, du café et du manioc.

Le développement de l'agriculture biologique est assez lent. La certification par des organismes internationaux comme Ecocert ou Déméter coûte très cher pour les petits paysans et est donc souvent réservée aux grandes cultures d'exportation comme le cacao, la banane ou le café via des réseaux comme le commerce équitable biologique.

Nous avons été à la rencontre du directeur de l'association ProBio, qui depuis plus de 20 ans a mis en place un système de certification participatif sous forme de SPG : Système Participatif de Garantie. Si un producteur souhaite obtenir la certification et utiliser le logo ProBio, il doit répondre à un cahier des charges et passer devant un comité d'éthique. Ce comité a l'avantage de rassembler un grand nombre d'acteurs : société civile, élus locaux, agriculteurs du réseau, universitaires et des représentants du ministère de l'agriculture. Aujourd'hui 40 fermes environ sont dans ce réseau. Ce système participatif se rapproche du système français Nature et Progrès qui défend une vision plus globale de l'exploitation biologique et ne s'intéresse pas uniquement à la



production mais aussi à la gestion de l'eau, traitement des déchets, biodiversité... Ce système de SPG n'a pas de limite dans le sens où il est toujours possible de tendre vers des systèmes de production plus cohérents. Ces SPG s'inscrivent dans une démarche d'amélioration continue.

De nombreux producteurs équatoriens sont en transition et quittent le modèle conventionnel pour se tourner vers la production agro écologique et biologique. Il n'y a pas aujourd'hui de certification agro écologique proprement dite, car il y a de nombreuses définitions de ce concept selon les organismes. Chaque année de nouveaux paysans entrent dans cette démarche agro écologique et utilisent de nouveaux moyens de lutte naturels contre les maladies et ravageurs pour protéger leurs cultures. Cependant la grande difficulté de ces producteurs en transition est l'écoulement de leur production.

La grande majorité des consommateurs n'est pas encore sensible à ce mode de production plus respectueux de l'environnement et de leur santé. De nombreuses associations comme AVSF* accompagnent localement les producteurs en transition pour mettre en place des nouveaux circuits de commercialisation adaptés à leurs volumes et diversités de production. Ainsi de nombreux marchés de producteurs, des magasins et des paniers ont été mis en place.

Ces nouveaux modes de commercialisation directement du producteur au consommateur ont de nombreux impacts positifs sur la vie de ces paysans équatoriens (niveau et qualité de vie amélioré, nouvelles compétences, meilleure estime de soi, reconnaissance du travail de paysan et travail en collectif...).

Toutes ces démarches que nous avons rencontrées sont très intéressantes, néanmoins il manque un projet politique global pour accompagner sur le long terme ces démarches et enclencher un réel changement dans les modes de consommation de la société civile. Ces systèmes sont économiquement viables et offrent une qualité de vie souvent





meilleure que celle des zones urbaines, cependant ce métier de paysan n'attire pas la nouvelle génération. Ainsi, comme on le note en France, de nombreuses fermes disparaissent partant à l'agrandissement ou à l'urbanisation. Il n'existe à ce jour que peu de promotion de cette agriculture paysanne et locale qui se veut plus respectueuse de l'environnement et plus proche des consommateurs. Il faut des paysans nombreux pour avoir des campagnes vivantes !

Céline et Maxime

*AVSF : Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

Le projet Devenir Paysan en Voyageant va au-delà d'un simple voyage puisque nous sommes actuellement à la recherche de foncier en France pour concrétiser notre projet d'installation agricole comme paysan pour notre retour en 2016. Si vous souhaitez nous aider dans la suite de notre projet, merci de relayer cette annonce foncière :

Recherche de foncier pour devenir paysan en bio (73,74,38 et le nord du 05)

Nous sommes un jeune couple dynamique et passionné d'agriculture (26 ans) avec une formation d'ingénieur agricole.

Nous recherchons pour 2016, 7ha de foncier avec habitation (dont 4ha attendants). Nous souhaitons mettre en place un verger diversifié (3ha), des poules pondeuses, des petits fruits et une activité d'accueil sous forme d'un camping à la ferme, le tout en AB. Nous envisageons soit une reprise soit une création et en achat ou location. Ne pas hésiter à nous contacter par mail : c.fournier09@laposte.net

La Maison du Monde d'Evry

vous invite au

Café de l'actu



Les « Sans-papiers », vous connaissez ? Certains vont privilégier le côté légal du problème, d'autres le côté légitime. Votre réaction prendra place dans une palette d'opinions variées, mais qui, dans la Patrie des Droits de l'Homme en ce début de XXIème siècle, doit avoir au moins UNE exigence commune : que ces Sans-papiers soient traités comme des êtres humains, avec tout le respect et la dignité qu'exige la personne humaine. Or que constate-t-on ?

Quand un Sans-papier est arrêté, il peut être placé au Centre de Retention Administrative (CRA), de notre département, au 13 rue Emile Zola, à Palaiseau. C'est là qu'il attendra de savoir s'il va être expulsé, s'il va se retrouver plongé du jour au lendemain dans un pays d'origine qu'il ne connaît peut-être même pas.

Nous vous invitons à venir vous informer et en débattre avec nous.

Si vous voulez en savoir plus,

... Contactez-nous : ☎ 01.60.77.21.56 / documentation@maisondumonde.org

UN CENTRE DE RETENTION ADMINISTRATIVE (CRA) PRES DE CHEZ NOUS

Mardi 5 Janvier 2016

Entre 18h30 et 20h30

18h30 : Apéro bio équitable

19h00 : Débat



Les Cafés de l'actu sont organisés en partenariat avec la Biocoop La Clairière et bénéficient du soutien financier du Conseil Général de l'Essonne.



GRILLE N° 137

NOUS SOMMES
MOSSOUL, ALEP,
BEYROUTH,
BAMAKO,
TUNIS, PARIS...

par
Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										■
II					■		■			
III								■		
IV				■						
V								■		
VI	■				■		■			
VII						■				
VIII			■						■	
IX		■								■
X							■			
XI					■					

Horizontalement

I. Des gens qui sèment la terreur en disant : «Nous, nous aimons la mort comme vous, vous aimez la vie.» **II.** «Triste» comme un Syrien qui voit son pays et sa vie détruits par la folie humaine. Les interventions occidentales en Afghanistan, en Irak, en Libye, n'ont-elles pas fait la «couche» de tous ces mouvements terroristes ? **III.** Si c'est, selon la «célèbre» formule de Pasqua, pour «terroriser les terroristes» qu'on fait des frappes chirurgicales contre ces gens qui aiment la mort, cela doit les faire bien rigoler ! Note. **IV.** Peintre allemand amputé, prénommé Paul. (1869-1940). Tous ces jeunes endoctrinés, peuvent-ils être «récupérés» et comment ? **V.** Des milliers de victimes innocentes comme ces «bêtes». Directions opposées. **VI.** Lettres d'attentats. Ce n'est plus en Orient ou en Afrique que cela se passe, mais «chez nous» ! **VII.** Ce «sentiment» envers soi-même et les autres n'existe pas chez ces personnes déshumanisées. Anneau. **VIII.** Note. Il faut continuer à vivre normalement en se défoulant par ce «mot trivial» ! **IX.** Toute action «créatrice de vie» est la seule réponse constructive sur le long terme. **X.** Autre orthographe de la capitale d'un «pays du Proche-Orient» où les attentats sont presque du domaine du quotidien. Ce «peuple du Nigéria» a été décimé par la guerre civile du Biafra (1967-1970). **XI.** Fleuve d'Irlande qui a été témoin de la guerre civile de la fin du 20e siècle. «Nom d'une radio», mais aussi «préfixe créateur de réseaux».

Verticalement

1. Il n'y a que l'adjectif relatif à cet «écrivain tchèque» (1883-1924) qui puisse rendre compte de la situation inextricable en Orient. Un monde «linguistique» dramatiquement déchiré. **2.** Beaucoup de gens sont tentés par le «mélange» «terrorisme et islam». Fin d'infinif. **3.** «Souviens-toi » de toutes ces victimes innocentes. Nous ne sommes pas près de voir le «terme» de la barbarie d'où qu'elle vienne. **4.** Comment contenir sa «colère» devant de tels actes ! Quand on «fait la liste» des victimes innocentes connues, que d'inconnues on oublie depuis Kaboul jusqu'à Paris en passant par Mossoul, Alep, Beyrouth, Ankara, Tunis, Bamako, Kano, etc., etc... **5.** N'est-il pas un criminel de guerre, le président de cette «fédération d'Etats» qui, en se lançant impunément dans la guerre contre l'Irak sur la base d'un mensonge, a fait un nombre incalculable de victimes innocentes ? L'amour de la mort pour elle-même est bien le message fort que nous avons «capté» de la part de ces gens. **6.** Partir à l'«offensive» de ces gens pour les empêcher de nuire est nécessaire, mais dans le strict respect de l'Etat de droit. Cuit. **7.** Dans ce contexte, ce pronom personnel pourrait désigner ces semeurs de morts. Son décodage est utile pour les recherches d'identité. **8.** Article espagnol. Nous sommes tous désespérés, parce que ce genre d'attaques est «totalement nouveau» en France. **9.** Le monde entier s'est ému, mais il a fait quasiment l'«impasse» sur le très grave attentat de Beyrouth quelques heures auparavant... Bébé décapité. **10.** Cette «région du Sahara» qui chevauche Algérie et Libye est une région où les groupes armés font la loi.

agenda

Mardi 5 janvier
18h30 à la Maison du Monde
Café de l'actu
« Un centre de rétention administrative (CRA) près de chez nous »
Avec Claude Pétansky et Claire-Lise Weil-Rabot
de l'Observatoire Citoyen de Palaiseau

Mercredi 13 janvier
à 20h45 aux Cinoches Plateau.
Projection du film **"Much Loved"**
de Nabil Ayouch,
débat avec le distributeur

Jeudi 21 janvier
20h30 à la Maison des Syndicats
« **Le sionisme hier et aujourd'hui, de l'universalisme juif à la situation d'oppression aujourd'hui** »
Avec Dominique Vidal
Journaliste, spécialiste du conflit israélo-palestinien

Samedi 23 janvier
15h à la médiathèque de l'Agora
Projection du film
« **Les chebabs de Yarmouk** »
de Axel Salvatori-Sinz

Jeudi 28 janvier
19h à la Maison des Syndicats
Conférence-débat
« **L'éducation aux droits humains au Maroc** »
avec Rachid Alaoui
Sociologue, professeur d'économie à l'Université de Reims

Mardi 2 février
18h30 à la Maison du Monde
Café de l'actu
Présentation du COMEDE
Avec Christian Mongin

*La Maison du Monde
vous présente tous
ses meilleurs vœux
pour la nouvelle année,
dans un monde fraternel
et respectueux de
la nature*

Solution de la grille n° 136
page 2